



**PRÉFÈTE
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté portant mesures complémentaires pour faire face à l'évolution de la situation épidémique et à la propagation du virus covid-19 dans le département de la Charente suite à la déclaration de l'état d'urgence sanitaire

La préfète de la Charente
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1, L. 3131-8, L.3131-9 et L.3136-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code pénal ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire de la République à compter du 17 octobre 2020 à 0h ;

Vu le décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 août 2020 rendant obligatoire le port du masque pour les personnes de onze ans et plus, dans l'ensemble du département de la Charente, dans les marchés de plein air, brocantes, braderies, vide-greniers et bric-à-brac ainsi que dans les rassemblements festifs de plein air à caractère musical ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2020 portant mesures complémentaires pour faire face à l'évolution de la situation épidémique et à la propagation du virus SARS-COV-2 dans le département de la Charente

Vu l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2020 portant prorogation de l'arrêté du 28 septembre portant mesures complémentaires pour faire face à l'évolution de la situation épidémique et à la propagation du virus covid-19 dans le département de la Charente ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Magali DEBATTE, en qualité de Préfète de la Charente ;

VU l'avis de la direction générale de l'agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine du 16 octobre 2020 ;

Considérant l'évolution de la situation épidémique, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que la déclaration de l'état d'urgence sanitaire confirme la nécessité de renforcer les mesures préventives, localement adaptées, complémentaires à celles contenues dans l'arrêté préfectoral du 26 août 2020 susvisé et visant à limiter ou à enrayer la propagation du virus ;

Considérant que ces mesures ont vocation à maintenir un équilibre permettant la limitation de la propagation du virus covid-19 et la continuité de l'activité économique et sociale des habitants du département ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de la Charente,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Du 17 octobre au 2 novembre inclus, les fêtes privées, comme les mariages ou les soirées étudiantes, qui se tiennent dans des salles des fêtes, salles polyvalentes, chapiteaux, tentes et structures ou tout autre établissement recevant du public sont interdites.

Article 2 : Du 17 octobre au 2 novembre 2020, le port du masque est obligatoire pour toute personne de onze ans et plus aux abords (dans un rayon de 50 mètres autour du site) des écoles, collèges, lycées, établissements d'enseignement supérieur et tout autre lieu d'enseignement, des stades et enceintes sportives, des gares (ferroviaires et routières) et à l'intérieur des abri-bus.

Article 3 : Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 août 2020 rendant obligatoire le port du masque pour les personnes de onze ans et plus, dans l'ensemble du département de la Charente, dans les marchés de plein air, brocantes, braderies, vide-greniers et bric-à-brac ainsi que dans les rassemblements festifs de plein air à caractère musical, demeurent inchangées et continuent à s'appliquer pendant cette période du 17 octobre au 2 novembre 2020.

Article 4 : les arrêtés préfectoraux des 28 septembre et 12 octobre 2020 sont abrogés.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Préfète de la Charente et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Angoulême, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 6 : La directrice de cabinet, les sous-préfètes de Cognac et de Confolens, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la sécurité publique et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera transmise à Mme le procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Angoulême.

Angoulême, le 17 octobre 2020

La préfète

Magali DEBATTE